



LE CHOIX DU PIRE

Depuis 8 jours, l'Europe est à nouveau plongée dans la guerre.

Le collectif national des marches pour la paix réitère son appel du 24 février 2022 aux mobilisations les plus larges partout en France pour la voie du dialogue et de la paix et pour une solution politique négociée.

Plus que jamais l'action est nécessaire pour réaffirmer la condamnation de l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine en violation du droit international, dire stop à la guerre, retrait des troupes russes, non à l'engrenage militaire et exiger une solution négociée.

Le collectif réaffirme sa solidarité active avec toutes les populations victimes des politiques guerrières, en premier lieu les Ukrainiens, et avec

l'ensemble des réfugié-es à qui il faut ouvrir les frontières et apporter une aide matérielle.

Dans le même temps le collectif exprime sa solidarité avec tous les peuples qui se mobilisent pour arrêter la guerre et pour trouver des solutions négociées et en particulier avec les Russes qui manifestent malgré la répression pour exiger l'arrêt de cette guerre et le retrait des troupes russes d'Ukraine.

Le collectif appelle toutes les organisations membres du collectif à contribuer au succès des temps forts de mobilisation prévus le 5 mars 2022.

« La guerre finira et les dirigeants se serreront la main. Mais il restera cette mère épuisée qui désire revoir son fils. Et cette femme qui attend son mari bien aimé. Et ces enfants qui cherchent leur père héros. Je ne sais pas qui a vendu la patrie, mais j'ai vu qui en a payé le prix » Mahmoud Darwich

AU PIRE MOMENT

Sans surprise le dernier rapport du GIEC revient sur tous les bouleversements subits par l'ensemble des citoyen·nes : sécheresse, intempérie violente, ouragan, inondation. Ceux-ci sont à l'origine d'insécurité alimentaire et de raréfaction de l'accès à l'eau. Alors, contenir le réchauffement climatique à +1,5 °C est désormais une obligation pour éviter de grands désastres et l'explosion des inégalités.

Le GIEC évalue que 3,3 à 3,6 milliards de personnes sont dans des habitats considérés comme haute-

ment vulnérables face au changement climatique concentrés dans les pays du Sud dont les ressources et les travailleurs sont les plus exploités. Le GIEC estime que plus de la moitié de la population mondiale a manqué d'eau en 2021. Cette situation exigerait une mobilisation mondiale des États et des citoyen·nes.

La guerre en Ukraine va réorienter à la hausse les budgets militaires avec la cristallisation des blocs impérialistes, la compétition renforcée pour des ressources (pétrole, gaz, métaux...) qui se raréfient empêchant toute coopération. Le résultat sera toujours plus de guerres, famines, pandémies, moins de démocratie et de justice sociale.

Mobilisons-nous pour un futur plus désirable.

FUSION DESTRUCTION

Le projet de transfert des missions fiscales de la Direction Générale des Douanes vers la Direction Générale des Finances Publiques, préalable à la création de l'Agence du recouvrement fiscal et social, est **emblématique de l'ambition gouvernementale de démanteler nos deux directions !**

Que ce soit dans le cadre du NRP, de la dé-métropolisation, de l'abandon ou du transfert de missions à la DGFIP ou du Plan Stratégique aux Douanes ou du transfert projeté, aucune étude d'impact sociale, financière ou organisationnelle à destination des usagers particuliers, institutionnels ou entreprises de nos services publics n'a été réalisée.

Il n'y aura pas de gagnant·es, et certainement pas pour nos missions, les agent·es et les usager·es.

Le 10 mars, dans une mobilisation commune, alertons le gouvernement, les élu·es, les candidat·es à la présidentielle, la population et :

- Affirmons que nos services publics de pleine compétence sont nécessaires partout sur le territoire ;
- Défendons nos services, nos missions, nos effectifs, nos droits ;
- Exigeons la reconnaissance professionnelle et salariale qui nous est due.

Cette convergence des luttes est essentielle dans une période où les administrations de Bercy se situent dans la ligne de mire du gouvernement et supportent encore et toujours la majorité des suppressions de fonctionnaires d'État.

La CGT se mobilisera à Paris, devant l'Assemblée Nationale, à partir de 11 heures 30, le 10 mars.